

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti: La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.	Correspondance : 20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris	Abonnements : 1 an : 20 F (200 FB) 6 mois : 10 F (100 FB) pli fermé : 34 F et 18 F « programme communiste » 1 an : 32 F (320 FB, 20 FS)	13 ^e ANNEE - N° 210 LE NUMERO : 1 FF 10 FB - 1 FS 27 déc. 75 - 9 janv. 76
	Versements : Chèque bancaire ou C.C.P. 2.202-22 Marseille		

Le piège du recours à la démocratie

Une des constantes de l'opportunisme est de présenter le régime bourgeois démocratique et libéral comme le cadre naturel et idéal dans lequel doivent se régler les rapports entre les classes de l'évolution historique de l'humanité. Et, chaque fois que devant une menace immédiate ou potentielle du prolétariat, la bourgeoisie réagit avec brutalité, l'opportunisme appelle les ouvriers non pas, dieu garde ! à intensifier et étendre leurs luttes pour leurs objectifs de classe, mais à « défendre les libertés et les droits démocratiques ».

On essaie parfois de justifier cette attitude par celle des communistes dans les révolutions démocratiques bourgeoises. L'analogie n'est que formelle, antidialectique et antihistorique. Un des aspects-clés de notre doctrine est précisément de retirer toute valeur absolue aux structures sociales et politiques, et de reconnaître qu'une même forme peut être révolutionnaire à une époque et contre-révolutionnaire ensuite. Si donc le prolétariat devait appuyer (et parfois même diriger) la lutte révolutionnaire pour la « démocratie » et la défendre contre une restauration féodale, il devait se préparer en même temps à détruire cette démocratie par sa propre révolution et sa propre dictature.

Car, contrairement à la bourgeoisie qui voit dans la république démocratique le cadre de l'harmonie sociale; contrairement à l'opportunisme qui la présente comme favorable et même indispensable pour l'organisation de la lutte du prolétariat, le marxisme la reconnaît comme la forme la plus parfaite de la domination bourgeoise, de la dictature de la bourgeoisie. D'une dictature qui, nous l'avons rappelé récemment à la suite de Marx et Lénine, devient d'autant plus totalitaire qu'elle devient plus démocratique, et s'incarne dans un Etat dont le poids et le contrôle sur toute la société augmente en même temps que les structures « consultatives ». Loin de pouvoir revenir en arrière et défendre l'Etat bourgeois contre cette révolution, il faut aller en avant, et le renverser.

*

Certes, il est des situations où une lutte directe et générale contre l'Etat bourgeois n'est pas à l'ordre du jour. Ou encore, où une vague de luttes trahies ou battues reflue sous les coups de la réaction ouverte. Alors, contre les coups que la bourgeoisie assène aux groupes et fractions prolétariens les plus combattifs, certains cherchent un recours auprès des « droits démocratiques », en appellent aux « libertés constitutionnelles » et à leurs représentants, les démocrates tous azimuts. La tentation d'un tel recours est évidemment très forte dans une situation comme celle d'aujourd'hui, où le niveau des luttes de classe est encore très bas et la domination de l'opportunisme à peine percée par des étincelles sporadiques et isolées. Lorsque la bourgeoisie frappe des éléments d'avant-garde, ils ne peuvent pas compter sur une défense massive de classe.

Alors, toutes les vieilles faiblesses du mouvement ouvrier réapparaissent chez ceux qui se prétendent révolutionnaires, mais n'ont pas su tirer les leçons des défaites passées. Le mouvement français, en particulier, est riche d'une tradition qui s'appuie sur la grandeur même de la révolution bourgeoise française, et qui a été des plus funestes. De l'affaire Dreyfus à la défense de

la « civilisation » en 1914; de la défense de la République contre un fascisme inexistant en 1934 à la défense de la Démocratie universelle sous la houlette de l'oncle Sam dans la seconde guerre impérialiste; de la défense de l'Union française (qui apportait aux noirs et aux jaunes les délices de la démocratie) par la guerre coloniale à la défense de la République contre de Gaulle en 1958, puis de la farce de la défense du même de Gaulle contre les factieux d'Alger en 1961, etc., c'est toujours au nom de la bonne intention de la « défense de la démocratie » que l'opportunisme a justifié toutes ses compromissions.

Malheureusement, même chez ceux qui veulent désavouer cette série de trahisons dont nous avons indiqué quelques jalons, mais qui n'ont pas rompu complètement avec les positions et les méthodes qui y conduisent, on voit qu'au premier coup un peu dur, le triste « réflexe démocratique » joue toujours: ils courent se réfugier sous l'aile des partis de la démocratie, des partis qu'ils qualifient de « réformistes » sans voir que leur programme réformiste n'est que le paravent politique de leur action d'agents de la bourgeoisie, quand ils ne vont pas jusqu'à cacher leur « antimilitarisme » derrière un général « démocrate ».

Or, ce recours n'est qu'un piège. Il revient à vendre les droits d'aïnesse de la révolution pour, même pas un plat, pour l'ombre d'un plat de lentilles. Car les démocrates ne peuvent ni ne veulent défendre les révolutionnaires contre l'Etat bourgeois. Ils ne le peuvent pas, parce qu'ils sont congénitalement incapables d'appeler à une lutte d'envergure contre cet Etat, parce que toute leur activité tourne autour de la solidarité nationale et de la défense de l'intérêt national; parce que leur vision de l'Etat comme arbitre et conciliateur au-dessus des classes les enferme dans le respect de sa légalité. Ils ne le veulent pas, parce qu'ils sont contre les révolutionnaires dans lesquels ils reconnaissent, eux, leurs ennemis. Il n'est que de voir comment P.C.F., P.S., bonzes C.G.T. et même C.F.D.T. et tutti quanti, « soutiennent » les soldats et militants arrêtés ou inculpés: ils les soutiennent comme la corde soutient le pendu. Ils feignent de défendre leurs « personnes », leurs droits abstraits de « citoyens » et bien sûr dans les limites de la Loi ! Mais ils les abandonnent en fait à la vindicte de l'Etat en dénonçant leurs positions et leurs actions devant les ouvriers. Quand ils n'aboient pas avec toute la hargne du bon chien de garde contre ces affreux trublions. Et c'est normal, ça fait partie de leur fonction.

Ce qui n'est pas normal, c'est que des gens qui se veulent révolutionnaires demandent aux agents de la bourgeoisie et parfois aux « bons et gentils » bourgeois eux-mêmes, de les défendre. Que des gens qui, soit-disant,

veulent renverser la démocratie bourgeoise, ses libertés et ses droits, réclament la défense de ces libertés et droits pour peu que la bourgeoisie montre leur contenu et leur sens réels. Impuissante à réaliser une défense immédiate effective, leur action

DANS CE NUMERO

- Directives pour la tactique antimilitariste (Moscou - 1921).
- Le baptême du feu de l'antimilitarisme.
- Contre les expulsions de travailleurs immigrés: une seule arme, la lutte de classe !
- Contrôle de l'immigration encore renforcé !

est aussi un obstacle à la préparation des luttes révolutionnaires de demain. Celle-ci exige précisément que le prolétariat reconnaisse dans l'opportunisme non pas une expression partielle et incomplète de ses intérêts, mais l'agent de la bourgeoisie en son sein. Elle exige qu'il secoue la mystification démocratique et légaliste, et reconnaisse dans la démocratie non pas une conquête à défendre, mais l'ennemi à abattre.

*

Eh quoi ! nous diront certains, n'êtes-vous pas partisans des « droits démocratiques », de la liberté d'expression, de la liberté

(suite page 4)

Pour un antimilitarisme de classe !

Prolétaires, camarades,

La défense des prolétaires — et plus généralement des fils des classes opprimées — sous l'uniforme, de leurs revendications et de leur droit à l'organisation, est une exigence vitale de la lutte de la classe prolétarienne. Elle est indispensable pour faire contre-poids aux terribles conditions d'isolement, d'abrutissement et de misère dans lesquelles l'armée bourgeoise, dernier rempart de l'ordre établi, place les prolétaires encasernés. Elle est indispensable pour leur permettre de se défendre contre le despotisme hiérarchique et le terrorisme disciplinaire, ces instruments indispensables à la classe dominante pour faire défendre ses privilèges de classe et ses pillages impérialistes par une armée composée essentiellement d'exploités. Elle est indispensable pour contribuer à tisser par une propagande et une action appropriées les liens les plus étroits entre prolétaires de l'usine et de la caserne, de manière à faire échec à la hiérarchie militaire et au corps des officiers, imbibé de haine chauvine et antiprolétarienne, lorsqu'ils voudront opposer les soldats à leurs frères de classe en lutte dans les usines et les rues, ou à leurs frères étrangers.

Prolétaires, camarades,

La « défense nationale » n'est que le masque sous lequel chaque bourgeoisie cache la défense de ses intérêts impérialistes et le renforcement de son instrument de répression antiprolétarienne. Les prolétaires n'ont aucune patrie à défendre: leur émancipation exige au contraire la destruction de l'Etat bourgeois et de son armée. C'est pourquoi les partis et les directions syndicales réformistes qui se déclarent pour la défense nationale avouent par là même qu'ils sont les lâche-bottes de l'état-major, les adversaires de l'émancipation prolétarienne, les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Ils l'ont montré une fois de plus en encourageant par leurs déclarations et leurs actes misérables la répression bourgeoise contre les militaires qui tentaient de s'organiser et contre les militants qui tentaient de les aider. Ils l'ont montré en subordonnant ouvertement toute défense des soldats au respect de la hiérarchie militaire, et en cherchant à unir les prolétaires sous l'uniforme non à leurs frères des usines mais à leurs officiers, dans le respect de la discipline, pour une « défense nationale efficace », de même qu'ils prétendent unir ouvriers et bourgeois pour une bonne marche de « l'économie nationale » ! Prolétaires, camarades,

Lorsque les valets de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière se démasquent un peu plus par leurs actes, ce n'est pas un recul mais un progrès pour la cause de l'émancipation prolétarienne, qui a besoin de voir clairement quels sont ses défenseurs et quels sont ses ennemis. Les appels à l'« unité à tout prix », les éternels ronds-de-jambe des directions « d'extrême-gauche » devant les traîtres réformistes, ne font que jeter du brouillard sur les agissements de ces derniers et entravent l'indispensable clarification. Il n'y a aucun point commun possible entre ceux qui ont compris la nécessité de la lutte antimilitariste sur des bases de classe et tous ceux (direction C.F.D.T. comprise) qui revendiquent une « défense nationale efficace » assortie de toute les sauces « populaires » ou « démocratiques » qu'on voudra; il n'y a aucun point

(Suite page 3)

Le baptême du feu de l'antimilitarisme

Nous avons vu dans un précédent article (voir Le Prolétaire n° 209), comment, au coup de clairon de Chirac les partis de gauche et les syndicats, toutes forces confondues, avaient ouvert le feu sur l'antimilitarisme au nom du principe sacré de la « défense nationale ». Nous avons également vu comment ces derniers, qui avaient mis un pied dans le mouvement des comités de soldats, ont fait un brusque demi-tour droite, à l'exception de la C.F.D.T., trop engagée dans l'action par son aile gauche pour effectuer la manœuvre en bon ordre et sans risquer de voir le mouvement se déplacer sur le terrain de l'antimilitarisme. Voyons maintenant quelle a été l'attitude de ce qu'il est convenu d'appeler l'extrême-gauche.

Nous ne parlerons pas du maïs-mais pour lequel la « défense nationale » est en quelque sorte une seconde nature, ni de l'anarchisme qui, à l'inverse, nie toute défense, même de l'Etat prolétarien, tout simplement parce qu'il est contre tout Etat. Nous ne nous appesantirons pas non plus sur le P.S.U. qui, bien que prétendant concilier défense nationale et antimilitarisme, a su, avec son habileté coutumière, esquiver le problème en n'acceptant la bataille ni sur le terrain de la défense nationale, ni sur celui de l'antimilitarisme. Il fallait y penser.

Ce qui nous intéresse ici est le comportement des groupes liés au renouveau du mouvement antimilitariste et qui s'en revendiquent explicitement, principalement la L.C.R. (Rouge) et l'O.C.R. (Révolution !)

Dans la propagande de la L.C.R. et à sa suite du C.D.A., l'armée a été définie comme une armée de

guerre civile — ce qui est juste mais insuffisant. On a passé sous silence son caractère impérialiste, laissant comme à l'habitude les questions importantes dans un flou commode, entretenant l'idée fautive selon laquelle il ne pouvait plus y avoir de conflit impérialiste. On peut dire en passant que cette faiblesse, qui se retrouve dans une moindre mesure dans l'O.C.R. et le C.A.M., explique pourquoi aucune de ces organisations n'a éprouvé le besoin de prendre appui sur l'agitation parmi les soldats qui avait son principal foyer en Allemagne, pour avancer une propagande résolument antichauvine et antimilitariste sur le thème par exemple du retrait des troupes d'Allemagne.

Prise au dépourvu par le tir convergent du gouvernement et de la gauche qu'elle courtisait sous prétexte de syndicat de soldats, la L.C.R. a donné un spectacle assez lamentable: « C'est au nom d'une

certaine idée de la défense nationale, lit-on dans Rouge n° 326, que les Chirac de naguère ont conduit au Vietnam et en Algérie des guerres coloniales [...] Contre l'occupation allemande en 1871 et contre l'occupation nazie, la classe ouvrière a combattu. Mais ce n'était pas pour nier le lendemain les mêmes droits à l'indépendance aux travailleurs et aux paysans vietnamiens et algériens. »

Ainsi, la L.C.R. fait dépendre la lutte pour l'indépendance des colonies, non des exigences de la lutte contre son propre impérialisme et du principe de l'internationalisme prolétarien, mais du prétendu principe de l'indépendance nationale ! Et en effet, on peut lire dans le numéro précédent de ce journal: « Quant à l'indépendance nationale, nous répondons que nous sommes pour toutes les indépendances nationales », autrement dit

(Suite page 2)

